



## La direction profite de l'été pour dévoiler ses très mauvaises intentions !

La direction profite des congés protocolaires de l'été pour présenter son funeste projet de casse du métier EAR/EMI (Equipe Mobile d'Intervention) financé par l'EAS/ANS (Accompagnement Non Systématique) dans une Instance Temporaire de Coordination des CHSCT (CHSCT multi-services). Ces ICCHSCT sont le fruit de la loi Rebsamen qui a été combattue par la CGT car elle détruit, entre autres, les prérogatives des CHSCT dans les établissements (expertises par établissement...) pour que le patronat puisse imposer plus facilement ses projets de régression sociales dans les entreprises.

Cette nouvelle instance est présidée par le DRH régional qui provoque une fois de plus les ASCT en convoquant les mandatés le 26 juillet ! La direction a même adressé un recommandé au domicile des mandatés comportant le dossier de consultation sur le projet d'équipes mobiles d'intervention et le « nouveau projet de service de ligne périurbaine Aix Marseille ». De brillants mots pour dévoiler les nombreux trains qui ne seront plus accompagnés dès la fin de l'année et qui supprimeront, bizarrement, tous les RHR à Aix en Provence... Une information sera également faite au CER le 28 juillet.



**À travers cette attitude irresponsable, la direction fait le choix d'abolir le dialogue social avec sa politique du « bulldozer » et en payera lourdement les conséquences dès la rentrée.**

Dans son dossier, la direction explique que les ASCT sont bien souvent inutiles sur la ligne d'Aix en Provence puisque seulement 54% des usagers (enquête de la direction) déclareraient avoir vu un agent à bord du train. Le DRH régional oublie de préciser les nombreux trains qui circulent déjà en EAS grâce à des mécanos retraités payés 4 fois leur prix ou les trains accompagnés en short/bermuda par le RDET devenu Chef du projet EAR/EMI.

La direction développe également sur le taux de contrôle qui aurait baissé en 2016 (passage de 28% à 25%) sans faire le lien avec les problèmes de sûreté ou l'augmentation du nombre de CDD non assermentés qui accompagnent les trains sans pouvoir contrôler les passagers.

Face à ce constat imaginé, la direction explique qu'elle supprimera le Contrôleur sur de nombreux trains pour financer en partie la mise en place de l'EMI (nouveau nom des EAR) à la fin de l'année. La CGT continuera à agir avec les Maires de la ligne en présentant aux usagers la liste des nombreux trains abandonnés.

Pour la CGT, l'EAS (Équipement Agent Seul) est un exemple supplémentaire de la mise en œuvre de la politique low-cost à la SNCF (Ouigo, Ouibus, IdVroum...). Son extension est le produit d'une réforme ferroviaire dont la direction de l'entreprise, et le gouvernement comptent faire porter le financement conjointement aux cheminots, aux usagers, et aux contribuables malgré les discours ultra-sécuritaires du président de région Estrosi. Le low cost enferme donc la production de service ferroviaire dans une fuite en avant de baisse de qualité globale, comme de baisse de la sécurité. Gare à elle, la vieille grand-mère qui ne saura pas valider son titre de transport, et qui sera transformée en délinquante, pour n'avoir pas trouvé de soutien humain.

Ce dossier de casse du métier est primordial pour le protagoniste qui s'était précipité, avec l'ancien directeur de région, de vendre la casse du service public sur Aix en Provence/Marseille dès l'élection de Monsieur Estrosi. En effet, l'ancienne majorité au Conseil Régional avait retoqué, à l'époque, ce projet. Un ancien Gendarme proche de Pepy qui a été nommé comme numéro 2 à la direction régionale est également un fervent défenseur de l'EAS au vu de son intervention dans le journal La Provence.

En déshumanisant les trains, après avoir déshumanisé presque toutes les gares, la direction régionale PACA tente de faire croire qu'elle réglera les 300 millions d'euros de fraude chaque année grâce à l'EAS et aux nouvelles équipes EMI. Comment peut-on revendiquer la lutte contre la fraude lorsque l'on supprime et déboutique les équipes de contrôle depuis des années ?

**Les Usagers et le Conseil Régional sont tout simplement en train de se faire berner par la direction SNCF. La seule volonté de la direction régionale est de supprimer les ASCT en mixant un métier Train/Escale pas cher et polyvalent à terme. Le projet d'ESV (Etablissement Service Voyageur) qui regroupera tous les établissements est dans la lignée de ce projet.**

La direction prévoit que L'EMI soit constitué avec de l'EAS, la suppression de l'AGRIF, de l'EML... (60 agents) et de nouveaux emplois à la SUGE (une quarantaine) financés par le Conseil Régional. La direction souhaite également casser le

COBAMA en déployant les agents dans l'EMI ! Comme pour le plan social Avignon ou celui des EA, la direction envisage déjà des entretiens exploratoires. C'est inacceptable !

**Plus que jamais, la CGT invite tous les ASCT à continuer à informer les usagers du TER PACA (tracts, stickers, pétition SAUVONS NOS TER PACA...) en attendant la mobilisation, indispensable, au vu de ce projet de destruction massive du métier et du service public face à une direction dogmatique et irresponsable.**

**La direction profite de l'été pour faire passer ses projets pourris, profitez de l'été pour vous syndiquer à la CGT !**